

**DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
D'OCCITANIE ET DU DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHE TRAVAUX**

**Maître de l'ouvrage :**

Direction régionale des finances publiques d'Occitanie  
et du département de la Haute-Garonne

**Objet de la consultation :**

Marchés de travaux relatifs à la restructuration et à  
quelques adaptations de la Trésorerie de Saint-Alban –  
Accueil du SIP nord-ouest – SIP St Alban

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## - SOMMAIRE -

### ARTICLE 1ER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 1-1 - Objet du marché
- 1-2 - Tranches et lots
- 1-3 – Maîtrise d'œuvre
- 1-3bis – OPC
- 1-4 – Contrôle technique
- 1-5 - Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

### ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

### ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

- 3-1 - Répartition des paiements
- 3-2 - Tranches conditionnelles
- 3-3 - Contenu du prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes Travaux en régie - Travaux non prévus
- 3-4 - Variation du prix
- 3-5 - Paiements des sous-traitants

### ARTICLE 4 - DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES

- 4-1 - Délai d'exécution des travaux
- 4-2 - Prolongation du délai d'exécution
- 4-3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance
- 4-4 – Repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux
- 4-5 - Délais et pénalités pour remise des documents fournis pendant la période de préparation du chantier
- 4-6 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution
- 4-7 - Délais et retenues pour remise des documents demandés par le coordonnateur

### ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

- 5-1 – Retenue de garantie
- 5-2 - Avance

### ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

### ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

## ARTICLE 8 - PRÉPARATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8-1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

8-2 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail

8-3 - Organisation, sécurité et hygiène du chantier

## ARTICLE 9 - CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

9-1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-2 - Réceptions

9-3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

9-4 - Documents fournis après exécution

9-5 - Délai de garantie

9-6 - Garanties particulières

9-7 - Assurances

## ARTICLE 10 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

## **ARTICLE 1er - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1 - Objet du marché**

La présente consultation concerne les travaux de restructuration et de certaines adaptations des locaux de la Trésorerie de St Alban – sis 1 rue Salgareda – 31140 Saint-Alban abritant différents services de la Direction Régionale des Finances publiques d'Occitanie et de département de la Haute-Garonne.

Ces travaux d'une durée prévisionnelle de 4 mois débuteront mi- janvier 2022 pour une livraison en mai 2022.

La description des ouvrages et leurs spécifications sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

### **1-2 – Décomposition en lots**

La présente consultation est constituée de lots séparés décomposés de la manière suivante :

**Lot 01 – 1.1 : Démolition/ Gros-Oeuvre – 1.2 : Plâtrerie – 1.3 : Menuiseries intérieures / Agencements – 1.4 : Faïence**

**Lot 02- Menuiseries extérieures / Serrurerie**

**Lot 03 – Courant fort / Courant faible - Plomberie-sanitaire**

**Lot 04 – Peintures – sols souples**

### **1-3 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par : Mr Le Gallic  
41 rue de la Sur  
31700 Beauzelle  
T : 05 61 59 61 61  
c.le.gallic@lgp-architectes.fr

### **1-3 bis - Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### **1-4 – Contrôle Technique**

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique  
BUREAU VERITAS Construction  
12 rue Michel Labrousse – Bât. 15  
BP 64797 – 31047 TOULOUSE CEDEX 1  
☎ : Clémence Mialaret - 05 67 77 74 23

## **1-5 – Coordination pour la sécurité et la protection de la santé**

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé est confiée à :

ELYFEC  
Agence de Toulouse  
Bâtiment Sud America  
20 boulevard Thibaud  
31100 TOULOUSE cedex  
☎ : Alain Promonet - 06 08 94 75 76

Il est rappelé que cette mission n'exonère pas l'entrepreneur de sa propre responsabilité.

## **ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le règlement de consultation (RC),
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Les plans projet
- Mémoire technique

## **ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1 - Répartition des paiements**

Les paiements seront répartis entre l'entrepreneur titulaire du marché et ses sous-traitants comme indiqué dans l'acte spécial visé à l'article 3-5 ci-après.

### **3-2 - Tranches conditionnelles**

Sans objet.

### **3-3 - Contenu du prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

#### **Travaux en régie - Travaux non prévus**

Sans objet.

#### **3-3.1 - Sujétions d'exécution**

Sans objet.

#### **3-3.2 - Facilités offertes à l'entreprise**

Sans objet.

### **3-3.3 - Mode d'évaluation des ouvrages**

Sans objet.

### **3-3.4 - Travaux réglés sur dépenses contrôlées**

Sans objet

### **3-3.5 – Décomposition du prix global et forfaitaire**

Document joint au DCE à compléter.

### **3-3.6 - Travaux en régie**

Sans objet.

### **3-3.7 - Règlement des comptes**

Par dérogation aux articles 13-2, 13-3 et 13-4 du CCAG – Travaux sur la tranche ferme, le délai global de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de trente jours.

### **3-3.8 - Approvisionnements**

Sans stipulations particulières.

### **3-3.9 - Travaux non prévus**

Pour le règlement des travaux ou fournitures non compris dans le prix global et forfaitaire, il sera fait application des dispositions suivantes :

**3-3.9.1** - S'il s'agit de travaux ou fournitures de même nature que ceux figurant sur la décomposition de prix visée à l'article 3-3.5 ci-dessus, il sera fait application des prix d'unité figurant sur cette décomposition.

**3-3.9.2** - Pour les travaux ou fournitures de nature différente de ceux figurant sur la décomposition de prix, il sera fait application :

- s'il s'agit de travaux, des prix librement débattus entre les parties;
- s'il s'agit de fournitures seules, des prix réglés au déboursé réel;

Ces prix ne seront ni actualisables, ni révisables.

## **3-4 - Variation du prix**

Sans objet.

## **3-5 - Paiements des sous-traitants**

### **3-5.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé, au représentant du pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- c) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel de chaque sous-traité doivent être précisés notamment la date d'établissement des prix.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il est justifié qu'il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers comme il est dit à l'article 9 du CCAG.

- d) si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

Le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- les mentions prévues aux a, b, c, et d ci-dessus,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics;
- le comptable assignataire des paiements.

### **3-5.2 - Modalités de paiement direct**

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues pour la partie de la prestation exécutée et que le représentant du pouvoir adjudicateur devra faire régler à chaque sous-traitant.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et du solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des paiements effectués au profit d'un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix stipulé dans l'annexe à l'acte d'engagement ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial correspondant, ne peut excéder le montant à sous-traiter.

## **ARTICLE 4 - DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES**

### **4-1 - Délai d'exécution des travaux sur la tranche ferme**

#### **4-1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution**

Le délai global d'exécution est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Il comprend la période de préparation du chantier prévue à l'article 8-1 du présent CCAP.

Les délais d'exécution s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution. Ils partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention.

Chaque intervention de l'entrepreneur sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier; la durée cumulée de ces délais particuliers est au plus égale à la durée du délai d'exécution propre au lot considéré.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 10 jours.

#### **4-1.2 - Calendrier détaillé d'exécution**

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré pendant la période de préparation du chantier par le maître d'œuvre, après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution figurant au 4-1.1. du présent CCAP.

Il précise pour chacun des lots :

- la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre et sa durée globale;
- la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier et leurs durées respectives.

### **4-2 - Prolongation du délai d'exécution**

Sans stipulations particulières.

### **4-3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance**

#### **4-3-1 – Pénalité pour retard dans l'exécution des travaux**

Les pénalités journalières de retard sont fixées à 3/1000 hors taxes du montant hors taxes de l'ensemble du marché avec un minimum journalier de 75 € HT.

#### **4-3-2 – Pénalité pour retard ou absence aux réunions de chantier et aux opérations de réception**

En cas d'absence ou de retard supérieur à quinze minutes à une réunion de chantier à laquelle l'entreprise a été dûment convoquée, celle-ci se verra appliquer sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de soixante-quinze euros (75 euros) hors taxes qui sera portée à cent cinquante euros (150 euros) hors taxes à partir du troisième retard ou absence.



#### **4-3-3 – Pénalité pour retard en cas de non transmission du PPSPS dans les délais prévus**

Une pénalité journalière de soixante-quinze euros (75 euros) hors taxes sera appliquée en cas de non transmission :

- du PPSPS dans les délais prévus à l'article 8-1 du présent CCAP,
- du PPSPS modifié ou d'un additif au PPSPS dans le délai de 15 jours à compter de la demande formulée dans le compte-rendu de chantier.

#### **4-4 – Repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux – se référer au phasage de la maîtrise d'œuvre**

Voir détails dans le CCTP.

#### **4-5 - Délais et pénalités pour remise des documents fournis pendant la période de préparation du chantier**

Une pénalité journalière de soixante-quinze euros (75 euros) hors taxes sera appliquée en cas de retard dans la transmission au maître d'œuvre des documents stipulés à l'article 8-1 du présent CCAP.

#### **4-6 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue de 3 % hors taxes du montant global hors taxes du marché sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20-6 du CCAG, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

#### **4-7 - Délais et retenues pour remise des documents demandés par le coordonnateur**

En cas de retard dans le délai fixé par le coordonnateur pour la remise des plans et autres documents nécessaires à la constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO), une retenue de 3% hors taxes du montant global hors taxes du marché sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Ces deux retenues sont opérées sur le dernier acompte mensuel et sont appliquées sans mise en demeure préalable. Les sommes retenues sont payées après la remise complète des documents.

### **ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

#### **5-1 – Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5% du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## **5-2 - Avance**

Une avance sera accordée à l'entrepreneur lorsque le montant des prestations dont il est chargé est supérieur à 50 000 € HT, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement (article 7-1).

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé ni actualisé.

Les dispositions qui précèdent sont applicables sous réserve qu'il en fasse la demande, à chaque sous-traitant bénéficiaire du paiement direct.

Dans le cas où le titulaire sous-traite une part du marché postérieurement à la conclusion de celui-ci, le paiement de l'avance forfaitaire au sous-traitant est subordonné s'il y a lieu au remboursement de la partie de l'avance versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Pour le versement et le remboursement de l'avance chaque sous-traitant est considéré comme titulaire d'un marché distinct.

Pour l'application des stipulations du présent paragraphe, la date à laquelle commence à courir le délai d'exécution de chaque sous-traité ainsi que la durée de ce délai sont fixés dans le programme d'exécution visé au 8-1 ci-après.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

## **Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## **ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

Sans stipulations particulières.

## **ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES**

Sans stipulations particulières.

## **ARTICLE 8 - PRÉPARATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **8-1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 1 mois débutant avec le délai d'exécution des travaux (voir planning joint au dossier).

Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution.

Il sera procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après :

- élaboration par le maître d'œuvre, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution ;
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier ;
- établissement et remise au coordonnateur SPS des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

### **8-2 - Réunions et visites**

Une réunion de chantier au moins hebdomadaire se tiendra sur le site de l'opération, aux dates et heures fixées par le maître d'œuvre.

Cette réunion aura pour objet d'aborder toute question relative à l'exécution des marchés de travaux. Cette réunion donnera lieu à une visite de chantier.

Le titulaire est tenu d'y être représenté par une personne habilitée à l'engager.

Le chantier fera en outre l'objet de visites, planifiées ou inopinées, par le maître d'œuvre, le contrôleur technique et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. Le maître d'ouvrage, et leurs invités, auront également libre accès au chantier.

Le titulaire sera tenu d'être présent aux visites planifiées auxquelles il aura été convoqué.

En outre, le maître d'œuvre pourra, en tant que de besoin, exiger la présence de sous-traitants représentés par des personnes habilitées à les engager.

### **8-3 Coordination de l'exécution des travaux**

La coordination de l'exécution des travaux incombe au titulaire pour ce qui concerne les travaux de son lot. La coordination de l'exécution des travaux des différents lots entre eux incombe au maître d'oeuvre désigné.

En cas de retard par rapport au calendrier contractuel et sur demande du maître d'œuvre, le titulaire devra produire des calendriers de travail tenant compte de la réalité, ces calendriers n'ayant pas vocation à se substituer au calendrier contractuel.

### **8-4 Contrôle de l'exécution des travaux**

Toute procédure d'autocontrôle exigée par le maître d'œuvre ou le contrôleur technique devra être mise en œuvre, à ses frais, par le titulaire, qui devra en justifier et en fournir les résultats. L'autocontrôle comprendra au minimum les essais et vérifications prévus par les attestations AQC, toutes les consommations étant à la charge du titulaire, les procès-verbaux de ces essais et vérifications étant conformes aux modèles fixés par les attestations AQC.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG, sont à la charge du titulaire les essais et contrôles des ouvrages non définis dans le marché dès lors que leur résultat ne permet pas l'acceptation en l'état des ouvrages concernés.

Il est précisé que le titulaire fait son affaire de tout raccordement et de toute fourniture de matériau, consommable, fluide ou énergie nécessaire à des essais, sans contribution technique ou financière du maître d'ouvrage, que ce soit pour des travaux provisoires ou définitifs.

### **8-5 Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés**

Sans préjudice des dispositions légales, réglementaires et autres stipulations contractuelles, si les travaux sont exécutés à proximité de lieux habités ou fréquentés, ou méritant une protection au titre de la sauvegarde de l'environnement, le titulaire doit prendre, à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées et les poussières.

### **8-6 Responsabilité des ouvrages**

Le titulaire est responsable du site où se déroulera le chantier, à compter de la mise à disposition des lieux et jusqu'au transfert de la garde des ouvrages au maître d'ouvrage.

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité et le gardiennage du site en tenant compte le cas échéant des exigences particulières du marché. (Le titulaire n'est pas responsable des matériels et matériaux mis en place par le maître d'ouvrage dans le cadre d'une mise à disposition).

### **8-7 Dégradations causées aux voies**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les conséquences de toute dégradation causée aux voies publiques, du fait du chantier et des circulations qui lui sont liées, sont à la charge exclusive du lot principal. Le ou les titulaires concernés pourront se voir prescrire par ordre de service de procéder lui-même ou eux même à la réparation dans le délai fixé.

## **8-8 Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

## **8-9 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail**

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées sont à la charge du maître d'œuvre. Ils seront établis par ses soins et remis aux entrepreneurs au cours de la période de préparation visée à l'article précédent.

## **8-10 - Organisation, sécurité et hygiène du chantier**

### **8-10.1 - Plan d'hygiène et de sécurité**

Il sera fait application de l'article 28-3 du CCAG-Travaux et du plan général de coordination pour la sécurité et la protection de la santé (PGCSPS).

### **8-10.2 - Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité pour des travaux en milieu occupé**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## **ARTICLE 9 - CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX**

### **9-1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Voir CCTP.

### **9-2 - Réceptions**

#### **Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG :

la réception a lieu à l'achèvement des travaux tous corps d'état ; après concertation avec les titulaires des autres corps d'état, le titulaire du lot principal avisera par écrit le conducteur d'opération et le maître d'œuvre au minimum 15 jours avant la date à laquelle l'ensemble des travaux de tous les lots seront considérés comme achevés ;

Les opérations préalables à la réception peuvent se dérouler sur plusieurs journées, chaque séance donnant lieu à l'établissement d'un procès-verbal dressé sur le champ et contradictoire.

Tous les éléments entrant dans la composition des ouvrages et matériels doivent offrir, à l'achèvement des travaux, un état et une fiabilité identiques à ceux qu'ils présentent à l'état neuf, même s'ils ont été utilisés pour les besoins du chantier.

### **9-3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Voir CCTP.

### **9-4 - Documents fournis après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

5 exemplaires (Papier ou format informatique) du dossier des ouvrages exécutés dont 1 est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

### **9-5 - Délai de garantie**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Pendant cette garantie, le titulaire devra remédier d'une part à toutes les réserves dont a été assortie la décision de réception, et d'autre part à tout désordre qui lui sera signalé. Le titulaire remédiera aux désordres dans le délai qui lui sera alors fixé.

Les interventions à effectuer dans ce cadre sur le site et dans les bâtiments seront strictement planifiées et encadrées compte-tenu des exigences d'exploitation du bâtiment. Le délai visé à l'alinéa précédent en tiendra compte, et le titulaire ne pourra élever aucune protestation ni s'exonérer du délai de ce fait.

Pour l'application de l'article 44.2 du CCAG, le délai de garantie de parfait achèvement sera prolongé automatiquement jusqu'à ce qu'il soit remédié à tous les désordres.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

### **9-6 - Garanties particulières**

Voir CCTP.

### **9-7 – Assurances**

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur désigné dans le marché doit justifier dans un délai de huit jours à compter de la notification de son marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil,

en fournissant une attestation portant mention de l'étendue de la garantie (activités garanties, montant de la garantie, période de validité de l'attestation et procédure de mise à jour des primes) et que l'entreprise est à jour de ses cotisations.

Si la période de garantie portée sur l'attestation expire en cours de chantier, le titulaire sera tenu de fournir spontanément une nouvelle attestation.

En cas de non-respect de ces dispositions, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché correspondant aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 10 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations au CCAG.-Travaux sont explicitées au présent CCAP dans les articles concernés.